

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/SCM/Q2/KOR/7**

3 octobre 1996

(96-4012)

**Comité des subventions et des  
mesures compensatoires**

Original: anglais

## SUBVENTIONS

### Questions des Etats-Unis concernant la nouvelle notification complète de la Corée<sup>1</sup>

La Mission permanente des Etats-Unis a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 27 septembre 1996.

#### I. QUESTIONS CONCERNANT LES PROGRAMMES NOTIFIES

A. Veuillez préciser, pour les programmes notifiés ci-après:

- i) la période visée par la notification, et
- ii) durée de la subvention et/ou les autres délais y afférents, y compris la date du début d'application.

1. Programme de gestion des céréales vivrières
2. Programme de soutien de l'élevage
3. Programme de développement de la sériciculture
4. Achats publics de graines de navette
5. Programme de valorisation des fruits et des fleurs
6. Programme d'aide en faveur des bois contreplaqués et des panneaux
7. Programme d'aide à l'utilisation de produits de la sylviculture
8. Soutien en faveur du développement de la pêche hauturière
9. Soutien en faveur du développement de la transformation des produits du poisson
10. Fonds de soutien en faveur de la pêche

---

<sup>1</sup>G/SCM/N/3/KOR + Rev.1.

11. Soutien au développement de la pisciculture
12. Réduction des impôts locaux frappant la construction et l'acquisition de navires de pêche hauturière
13. Programme de soutien en faveur du secteur du charbon
14. Réserves pour pertes à l'exportation

(Note: Les Etats-Unis ont constaté que ce programme de subvention était passible de droits compensateurs à l'issue de trois enquêtes menées en la matière concernant certains produits en acier, du matériel tubulaire destiné à l'exploration et l'exploitation pétrolières et certains ustensiles de cuisine en acier inoxydable originaires de Corée. Dans ces affaires, les articles 22, 23 et 24 de la Loi sur le contrôle des exonérations et réductions d'impôt ont été cités comme fondement juridique du programme. Or, dans la notification de la Corée, ce sont les articles 14 à 17 qui ont été cités comme textes juridiques de référence. La Corée pourrait-elle s'expliquer sur ce point?

15. Réserves pour le développement des marchés étrangers
16. Prêts à l'équipement accordés par le Fonds de promotion des petites et moyennes entreprises
17. Crédit d'impôt pour investissements d'équipement
18. Réductions et exonérations d'impôt pour les entreprises bénéficiant d'investissements étrangers
19. Réduction des droits de douane afférents aux parties d'aéronefs ou de navires
20. Programme de soutien en faveur de l'entretien du matériel agricole
21. Programme d'aide à la promotion de l'utilisation de mini-ordinateurs de fabrication locale
22. Fonds de soutien au secteur de la pierre
23. Activités de recherche-développement relatives à des véhicules à moteur peu polluants
24. Activités de recherche-développement soutenues par le Fonds de promotion, de l'information et de la communication
25. Programme de génie écologique et de développement de la technologie
26. Fonds de promotion de la science et de la technologie

B. Programmes agricoles

1. Nous notons que la Corée a mentionné le "Programme de valorisation des fruits et des fleurs", et souhaiterions une description plus détaillée des subventions à la transformation et au transport accordées par la Société de commercialisation des produits agricoles et des produits de la pêche.
2. Au sujet du "Programme de gestion des céréales vivrières", nous contestons l'affirmation selon laquelle l'intervention des pouvoirs publics sur le marché des céréales a des effets insignifiants sur le commerce. Dans le cas du riz, la réduction actuelle des stocks en Corée (qui n'ont jamais été aussi

bas), en réponse à une chute de la production, semble avoir pour but de réduire ou d'empêcher les importations. La Corée pourrait-elle expliquer pourquoi elle n'a pas envisagé, pour remédier au déficit, d'autres mesures qui fausseraient moins les échanges?

3. A propos des "Achats publics de graines de navette", nous remarquons que la Corée n'a pas analysé les effets de ce programme sur le commerce. La Corée pourrait-elle confirmer que ce programme n'a aucun effet négatif sur le commerce?

4. En ce qui concerne le "Programme de soutien de l'élevage", nous contestons l'affirmation de la Corée selon laquelle la subvention à la production de viande de porc a des effets insignifiants sur le commerce. Nous relevons que le coût de ce programme a fortement augmenté au cours de la période considérée, à savoir entre 1992 et 1994. Quel en a été le coût en 1995 et quel est le budget prévu pour 1996?

5. Depuis quelques années, la production coréenne de tabac en feuille est excédentaire en raison du niveau élevé des prix garantis payés par la Société coréenne du tabac et du ginseng, qui détient le monopole de la production de cigarettes. Bien que les prix coréens soient restés stables depuis 1992, ils dépassent encore les cours mondiaux. Les exportations, bien qu'en baisse, semblent être absorbées dans les circuits internationaux à des prix inférieurs à ceux qui sont payés aux agriculteurs. Veuillez expliquer pourquoi il n'en a pas été fait état dans la notification.

C. Autres questions

1. La Corée pourrait-elle expliquer la différence entre les programmes "Réserves pour pertes à l'exportation" et "Réserves pour le développement des marchés étrangers"?

2. La Corée pourrait-elle expliquer la différence entre les programmes "Prêts à l'équipement accordés par le Fonds de promotion des petites et moyennes entreprises" et "Crédit d'impôt pour investissements d'équipement"?

3. La Corée pourrait-elle expliquer les critères appliqués pour déterminer l'octroi de crédits d'impôt au titre du programme "Crédit d'impôt pour investissements d'équipement"?

4. La Corée pourrait-elle expliquer, en donnant des exemples, sur quelle base et d'après quels critères la distinction est faite entre "recherche industrielle" et "développement préconcurrentiel", dont il est question dans le programme "Activités de recherche-développement soutenues par le Fonds de promotion, de l'information et de la communication"?

5. La Corée pourrait-elle expliquer la différence entre le "génie écologique" et le "développement de la technologie", tels qu'ils sont mentionnés dans le "Programme de génie écologique et de développement de la technologie"?

6. La Corée pourrait-elle expliquer sur quelle base elle a estimé que le "Fonds de promotion de la science et de la technologie" n'exerçait aucun effet sur le commerce?

II. QUESTIONS SUR DES PROGRAMMES QUI NE SONT PAS MENTIONNES DANS LA NOTIFICATION

A. Prière d'indiquer si les programmes ci-après ont été mentionnés comme faisant partie d'un autre programme. Dans l'affirmative, prière d'indiquer de quels programmes il s'agit. Pour les programmes énumérés ci-dessous qui n'ont pas été notifiés, prière de fournir les renseignements demandés

selon le modèle de notification approuvé, ou d'expliquer sur quelle base la Corée a estimé qu'il n'y avait pas lieu de notifier ces subventions.

(Note: Les Etats-Unis ont constaté que certains des programmes ci-après prévoyaient des subventions passibles de droits compensateurs à l'issue de plusieurs enquêtes en la matière, portant notamment sur certains produits en acier, certains ustensiles de cuisine en acier inoxydable, les treillis et piles de plates-formes de forage en mer et le matériel tubulaire destiné à l'exploration et l'exploitation pétrolières.

1. Injection de capitaux publics dans une société sidérurgique

Fondement juridique: Apports par le biais du Ministère des finances et de la Banque coréenne de développement.

2. Prêts non conformes aux conditions du marché/Accès préférentiel de la sidérurgie aux prêts étrangers

3. Aide publique destinée à l'infrastructure de la Baie de Kwangyang

4. Réserves pour investissement

5. Déduction illimitée des frais de représentation à l'étranger

Fondement juridique: article 18-2 de la Loi sur l'impôt des sociétés

6. Financement et garantie des crédits à l'exportation par la Banque d'export-import de la Corée

Fondement juridique: Loi sur la Banque d'export-import de la Corée (Loi n° 2122, du 28 juillet 1969)

7. Amortissement accéléré

Fondement juridique: article 25 de la "Loi sur le contrôle des exonérations et réductions d'impôt"

8. Incitations fiscales pour les exportateurs

Fondement juridique: articles 22, 23 et 24 de la "Loi sur le contrôle des exonérations et réductions d'impôt"

9. Exonération de l'impôt sur les achats

Fondement juridique: Loi sur la promotion des activités génératrices de revenu dans les régions rurales

10. Prêts accordés aux petites et moyennes entreprises d'avenir

11. Financement à court terme des exportations

12. Tarifs préférentiels des services publics

13. Programme relatif aux zones franches industrielles

14. Loi sur l'accueil de capitaux étrangers
15. Réductions tarifaires pour les installations et équipements  
Fondement juridique: article 28 de la Loi douanière
16. Assurance-crédit à l'exportation
17. Subventions accordées au titre du Programme Biotech 2000
18. Fonds de développement pour la technologie industrielle
19. Centre de promotion de la production de logiciels
20. Centre consultatif pour l'exportation de logiciels
21. Centre de soutien à l'industrie du logiciel
22. Projets nationaux de pointe
  - Projet de développement de technologies relatives aux produits
  - Projet de développement de technologie fondamentale